



*

Declaration liminaire de la FSU

CSA academique du mardi 17 octobre 2023

Monsieur le Recteur, Mesdames et messieurs le membre du CSA,

Ce CSA se tient au lendemain de l'attentat terroriste commis vendredi 13 octobre au sien de la cité scolaire Gambetta d'Arras. Effroi, sidération, tristesse, ces mots reviennent dans toute la communauté scolaire meurtrie, et au-delà. Cet acte terroriste a entraîné le décès d'un professeur de français et grièvement blessé d'autres personnels : un professeur d'EPS et deux agents territoriaux, alors que nous nous préparions à honorer, le 16 octobre, la mémoire de Samuel Paty, notre collègue assassiné il y a trois ans. La FSU apporte tout son soutien à l'ensemble de la communauté éducative, aux élèves, aux familles et aux victimes blessées. En ce jour sombre, elle présente ses condoléances à la famille et aux proches de l'enseignant décédé.

La FSU condamne cette nouvelle attaque contre l'École et contre un enseignant. Aujourd'hui encore, en France, en 2023, trois ans presque jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty, un professeur peut être assassiné pour ce qu'il est et ce qu'il fait. C'est dramatique et insoutenable. L'école est devenue une cible pour ce qu'elle représente : un lieu d'émancipation par les savoirs, permettant à chaque élève d'entrevoir une porte, un avenir quel que soit son milieu d'origine. Cette idée est insupportable à celles et ceux qui sement la terreur au nom de l'obscurantisme. Mais nous continuerons de porter cette idée d'une école émancipatrice pour toutes et tous parce que c'est bien ainsi que se construit l'avenir de la jeunesse et de notre pays.

Dans les collèges et lycées, la FSU a dû demander, comme elle l'avait fait en 2020, qu'un conséquent soit banalisé lundi matin. Nous avons dû rappeler au ministre que la plaie de l'hommage à Samuel Paty volé par les décisions incompréhensibles de Jean-Michel Blanquer était toujours vive, pour finalement obtenir du ministre un temps, incontestablement insuffisant, mais dédié aux équipes et associant l'intégralité des personnels, avant la reprise des élèves ce lundi 16 de 8 à 10H. Ce temps s'est avéré indispensable pour permettre le recueillement, l'échange entre collègues avant de reprendre les cours.

Que les premières réticences de M. le Recteur, puis du Ministre, aient finalement été levées, et ce temps accordé est évidemment positif. Mais pourquoi refuser ce même temps d'échange aux professeurs des écoles, qui ont dû prendre leurs élèves des 8h et se contenter de leur pause déjeuner pour se concerter ? Cette différence de traitement, alors que nos collègues ont eu la tâche délicate de répondre aux questions de jeunes enfants, est incompréhensible.

La FSU et plusieurs organisations syndicales appelaient à un rassemblement lundi, à 18h, Place de la République à Paris, en hommage à Dominique Bernard et aux trois autres collègues blessés, à l'image de ceux qui ont eu lieu ce week-end, dans toute la France. Ce rassemblement

a montré une fois de plus le besoin de recueillement collectif, dans l'unité. On peut s'interroger sur l'absence de décision nationale de mettre les drapeaux des établissements scolaires et des bâtiments publics en berne.

Dans plusieurs établissements de l'académie, les personnels ont fait valoir lundi 16 octobre leur droit de retrait, ne se sentant plus en sécurité, pour des raisons liées a la fois au bati scolaire et a l'insuffisance des moyens humains. Certaines femmes et certains hommes politiques tentent de récupérer de maniere indigne cette inquiétude légitime. Ainsi Valérie Pécresse propose de déployer toujours plus de caméras et de portiques, et meme des ma tres chien. Le tout sécuritaire ne saurait répondre, tel une baguette magique, a des problemes qui dépassent largement le cadre scolaire. C'est d'un cadre apaisé dont a besoin la communauté éducative. Cela passe par des personnels en nombre suffisant pour encadrer les élèves, aussi bien professeurs que cpe, aed et personnels médico-sociaux. De meme dans le premier degré, les directeurs d'école n'ont ni des décharges suffisantes, d'autant plus qu'elles ne sont souvent pas compensées, ni l'assistance suffisante pour mener a bien toutes leurs taches. Enfin, au lieu de dépenser des sommes inutiles dans des dispositifs de sécurité inefficaces, l'Etat et les collectivités territoriales devraient d'urgence s'occuper sérieusement de la qualité du bati scolaire.

Que va devenir, le soutien exprimé inconditionnellement a la profession par l'ensemble de la classe politique et du gouvernement dans ce moment de drame, une fois l'émotion retombée ? Il faudra plus que des mots pour traiter enfin correctement les questions relatives a la protection des personnels dont beaucoup restent encore sans réponses concretes. Il ne faudra pas que des mots pour permettre aux personnels de faire leur travail, sereinement. Il faudra surtout qu'enfin les paroles et les actes politiques soient a la hauteur pour faire vivre les promesses de l'École la que républicaine : les réponses éducatives exigent du temps et des moyens en personnels pour répondre aux besoins des élèves. L'idéal républicain de l'école publique et la que – faire grandir et réussir tous les élèves ensemble quels qu'ils soient et ou qu'ils soient – ne peut reposer seulement sur des personnels toujours moins nombreux, toujours moins reconnus, toujours moins considérés. Il faudra inverser le dogme libéral de casse des services Public et tout particulierement du service Public d'éducation. Le métier de professeur, comme tous les métiers du service public ne peut pas etre soumis a l'obligation de résultats et aux injonctions statistiques. Le corps enseignant ne fabrique pas des performances scolaires, mais accompagne, élève des etres humains, au sens premier du terme. Pour tout cela, il faut des personnels en nombre suffisant pour accorder a chaque élève l'attention et le temps nécessaires.

L'éducation a besoin d'un temps long et non d'une politique court-termiste, fondée sur des injonctions contradictoires et verticales, réduisant le professeur a un exécutant et soumis a des évaluations standardisées. Les personnels ont besoin d'être écoutés et de se sentir reconnus. Plusieurs études convergent et prouvent que la satisfaction professionnelle des personnels enseignants s'effondre tandis que le sentiment de n'être ni écouté ni soutenu par la hiérarchie grandit. Apres le temps du deuil, le gouvernement comprendra-t-il enfin que les réformes a marche forcée, la négation de l'expertise des enseignants, voire les paroles

dénigrantes, suscitent la colère et concourent à dégrader l'image du service public d'éducation. Pourquoi s'entêter systématiquement à exclure la parole du terrain alors que c'est là que tout se joue ?

Il est urgent de renouer un réel dialogue social, fondé sur une véritable écoute du terrain, à travers les organisations syndicales qui le représentent.